

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/STR/N/1

13 mars 1995

(95-0545)

COMMERCE D'ETAT

Notifications conformément à l'article XVII:4 a) du GATT de 1994 et au paragraphe 1 du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII

1. Conformément à l'article XVII:4 a) du GATT de 1994 et au paragraphe 1 du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII, les Membres doivent notifier au Conseil du commerce des marchandises les entreprises commerciales d'Etat correspondant à la définition pratique donnée ci-dessous:

"Entreprises gouvernementales et non gouvernementales, y compris les offices de commercialisation, auxquelles ont été accordés des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux, y compris des pouvoirs légaux ou constitutionnels, dans l'exercice desquels elles inflent, par leurs achats ou leurs ventes, sur le niveau ou l'orientation des importations ou des exportations."

2. Conformément à la décision prise par le Conseil du commerce des marchandises le 20 février 1995 (G/C/M/1, point 5 b), les Membres devront présenter en 1995 de nouvelles notifications complètes au sujet de leurs entreprises commerciales d'Etat; la date limite pour la présentation de ces notifications est le 30 juin 1995.

3. Les Membres sont donc invités à présenter, pour le 30 juin 1995 au plus tard, de nouvelles réponses complètes au questionnaire concernant le commerce d'Etat (IBDD, S9/193-194), reproduit en annexe au présent document.

4. Les Membres se rappelleront que les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 ont décidé que, si une mesure doit être notifiée en vertu à la fois de l'Accord sur l'OMC et du GATT de 1947, la notification de cette mesure à l'OMC sera, sauf indication contraire dans la notification, réputée être également une notification de cette mesure en vertu du GATT de 1947 (L/7582 du 13 décembre 1994). En conséquence, la notification des entreprises commerciales d'Etat présentée en réponse à l'invitation ci-dessus sera réputée être une notification présentée en réponse à la demande de notifications au titre de l'article XVII:4 a) du GATT de 1947 (L/7623).

5. Les réponses à la demande ci-dessus seront distribuées, dès réception, dans la série G/STR/N/1, la cote étant complétée par le code du pays visé.

ANNEXE

Questionnaire concernant le commerce d'Etat

I. Enumération des entreprises commerciales d'Etat

Existe-t-il dans votre pays des entreprises qui entrent dans le cadre des dispositions de l'article XVII? Dans l'affirmative, énumérer les produits ou groupes de produits pour lesquels il existe une entreprise d'Etat ou une entreprise qui bénéficie de privilèges exclusifs ou spéciaux.

II. Raison et objet de la création et du maintien des entreprises commerciales d'Etat

Indiquer, pour chaque produit, le motif et l'objet de la création et du maintien de l'entreprise (préciser, par exemple, si la création de l'entreprise a pour but ou pour effet d'éviter que les prix à la consommation ne dépassent certaines limites maximales, de protéger les producteurs nationaux par le contrôle des importations ou l'achat de produits indigènes à des prix supérieurs au niveau des cours mondiaux, de faciliter les ventes à l'étranger ou de permettre d'instituer ou d'appliquer un système de stabilisation). Il y aurait également lieu de donner quelques indications quant aux dispositions légales applicables en la matière si cela n'a pas déjà été fait à l'occasion de notifications antérieures.

III. Description du fonctionnement des entreprises commerciales d'Etat

Exposer, point par point, le fonctionnement de telles entreprises et préciser en particulier:

- Si l'entreprise s'occupe d'exportation, d'importation ou des deux.
- Si les négociants privés sont autorisés à effectuer des importations ou des exportations et, dans l'affirmative, à quelles conditions; si la concurrence joue librement entre le secteur privé et les entreprises commerciales d'Etat.
- Selon quels critères le volume des importations et des exportations est déterminé.
- Les modalités de fixation des prix à l'exportation et du relèvement des prix des produits importés; la situation, par rapport aux prix intérieurs, des prix à l'exportation et des prix de revente des produits importés.
- Si l'entreprise commerciale d'Etat négocie des contrats à long terme; si l'on a recours aux transactions relevant du commerce d'Etat pour remplir les obligations contractuelles assumées par le gouvernement.

IV. Renseignements statistiques

Fournir, sur les importations, les exportations et la production nationale des produits qui font l'objet de la notification, des statistiques exprimées si possible en quantité et en valeur et répondant aux conditions suivantes:

- a) les chiffres devront couvrir les trois dernières années pour lesquelles il existe des données;

- b) les chiffres concernant les trois groupes (importations, exportations et production nationale) devront, si possible, être donnés sous une forme comparable;
- c) les chiffres devront être ventilés comme suit:
 - i) commerce de l'entreprise;
 - ii) reste du commerce.

V. Raisons de l'absence éventuelle de commerce avec l'étranger pour les produits en cause

Lorsque, pour un produit en cause, il n'y a pas eu de commerce avec l'étranger, en donner les raisons.

VI. Renseignements complémentaires

Fournir tous autres renseignements qui paraîtraient indiqués.